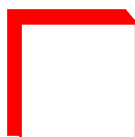
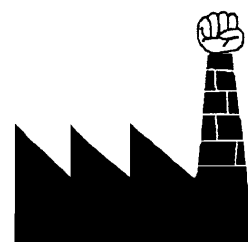


A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Sabotons !

«Même si le Non l'emporte, est ce que cela changera quelque chose ?» Cette réflexion, souvent entendue dans la campagne désormais engagée du référendum, traduit un sentiment majoritaire. Cela correspond à un rejet instinctif d'un texte mais aussi à une certaine perplexité sur les conséquences concrètes d'une victoire du Non. Perplexité qui dessine le chemin d'une abstention que recherchent les différentes fractions de la bourgeoisie, seule condition de leur victoire. C'est donc sur notre capacité de rendre concrète la lutte contre la Constitution que peut se construire un mouvement qui se dresse contre l'Union sacrée qui, dans chaque pays de l'UE, réconcilie le temps d'une campagne majoritaire et opposition gouvernementales. Après le meeting commun de la troïka madrilène Chirac, Blair, Zapatero à quand le meeting commun de la troïka parisienne Hollande, Cohn-Bendit, Berlusconi ?

Les tenants du Oui essaient de réduire la Constitution à une abstraction juridique pour empêcher chacun de mesurer et combattre les réalités concrètes qu'elle justifie, entérine et aggrave durablement : des décennies de contre-réformes qui ont été menées pour adapter les réalités juridiques, économiques et sociales françaises au carcan libéral du capitalisme communautaire.

Et maintenant, sans gêne, après avoir vanté l'applicabilité directe et la transposabilité des directives européennes, Chirac et Hollande viennent nous chanter la messe en duo pour marteler qu'il faut déconnecter le référendum de la politique intérieure. De leur côté, les directions syndicales multiplient des mobilisations sectorielles en évitant - comme toujours - de favoriser les convergences, et surtout en occultant systématiquement le caractère européen des mesures contestées. Education nationale, Poste, Chemins de fer, blocage des salaires, suppression des 35 heures... C'est à chaque fois le même concert : Bruxelles compose la partition, le gouvernement tient la baguette et les Thibault-Chérèque exécutent presque sans fausse note le requiem de 2 siècles de conquêtes sociales.

S'il est peu probable que les peuples d'Europe - notamment «ce peuple de France robuste et malicieux» comme se plaisait à le qualifier Marx - se laissent abuser par ceux qui veulent déconnecter la réalité juridique du Traité et la réalité matérielle des politiques gouvernementales et patronales, il sera plus difficile, en revanche, de bien mettre en lumière les perspectives concrètes d'une victoire du Non au regard de celles du Oui. Le Oui ouvre l'autoroute de décennies supplémentaires de régressions sociales; le Non dresse un obstacle. Le Oui ferme l'horizon des luttes sociales; le Non ouvre, pour la première fois depuis 20 ans, la perspective d'une réorientation politique. Le Oui assomme, accable, démobilise ; le Non, revanche référendaire de nos échecs de ces dernières années, sert de point d'appui et encourage à la lutte. L'abstention est l'expression d'une démobilisation fataliste, le Oui d'une collaboration active au Capital. Le Non est un Non de combat ! Un Non de résistance !

Dans un pamphlet resté célèbre, Emile Pouget, le co-fondateur d'une CGT, qui, au quotidien, menait la lutte des classes, avait fait l'apologie du sabotage comme mode d'action syndicale, «véritable formule de combat social». La victoire du Non ne manquerait pas d'entraver les rouages de la bureaucratie bruxelloise. Réussir à faire gagner le Non, ce serait véritablement réussir à placer un sabot à cette machinerie capitaliste si bien huilée. Ce serait le premier acte de «sabotage» de l'Union capitaliste des bourgeoisies européennes.

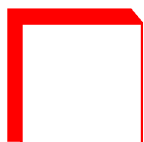
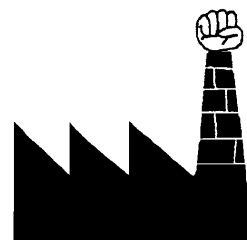


**CAMPANYA
CONTRA
L'EUROPA
DEL CAPITAL**

A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Une étincelle pourrait suffire !

Avec près de 80% des exprimés, le « Oui » espagnol illustre une fois de plus la forte domination de la bourgeoisie et la redoutable efficacité de ses moyens de propagande et d'asservissement. Certes, les conditions en Espagne sont particulières; certes, le prolétariat s'est méfié pour finalement s'abstenir massivement. Mais s'il avait retrouvé un peu de vigueur idéologique et sa conscience de classe il aurait su combattre par un "NON" catégorique la mise en place d'un arsenal juridique violemment antisocial.

De ce côté-ci des Pyrénées, le scénario présente des aspects plus réjouissants. Elites politiques et apparatchiks syndicaux essuient revers sur revers; ils ne cachent plus leur contrariété, voire leur angoisse pour certains, jusqu'à donner l'impression de paniquer : étranglement du débat parlementaire sur la loi Fillon, vote d'urgence au Sénat sur la Constitution, convocation précipitée du Congrès, amputation de la durée de la campagne référendaire pour tenter de faire passer à la hussarde le Traité Constitutionnel... Est-ce que, en cette mi-février, parler d'un climat de "sauve-qui-peut" dans un camp du "Oui" aux abois est faire preuve d'un optimisme exagéré ?... Peut-être; attendons encore un peu que le mouvement social prenne davantage d'ampleur...

Mais déjà, cette claque infligée à Thibault !!! Magistrale, Non ?! Le voilà complètement déstabilisé celui qui, aux yeux d'une partie du mouvement ouvrier, et aux yeux d'une grande majorité de cégétistes restait encore le leader de Décembre 95 (c'est d'ailleurs pour cette unique image qu'il avait été nommé à ce poste). Le voilà contraint de montrer de manière très claire le camp auquel il appartenait : celui du "Oui", celui de la soumission à la CES et donc de l'intégration du syndicat aux rouages des institutions européennes. La Confédération Générale du Travail est allée puiser dans son histoire, dans sa base, l'exigence de sa survie comme syndicat de classe. Les 82% de rejet à la Constitution qui ont mis le bureau confédéral en déroute auraient dû immédiatement provoquer la démission de Thibault et de ses acolytes. Mais ces grands démocrates s'accrochent, ils n'ont pas dit leur dernier mot : après tout, Cohen, secrétaire général de la fédération Mines Energie CGT, battu sur les retraites en janvier 2003, est bien resté; et c'est la base et les salariés qui ensuite ont perdu la bataille...



Pour l'instant, ni le gouvernement, ni l'opposition officielle, ni les bureaucraties syndicales ne parviennent à freiner la colère sociale qui monte. De plus, dans l'urgence, la classe politique doit engager une bataille électorale où l'enjeu est considérable. Avec des caciques de droite pour la plupart HS, il va revenir à quelques bouffons roses et verts de la "gauche durable" de défendre ouvertement les intérêts de la grande bourgeoisie internationale; évidemment sans argument sérieux, réduits à n'utiliser que de quelques mimiques médiatiques. On vous le disait : le scénario présente des aspects réjouissants !...

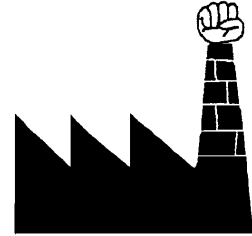
Mais n'oublions pas, camarades : si le "Non" réussit à devenir numériquement et politiquement consistant, c'est d'abord à une dynamique sociale qu'il le devra. Un "Non" qui pourrait tout à la fois être porté par les luttes et les dynamiser. Les apparatchiks syndicaux qui nous expliquent sans rire que le meilleur moyen de favoriser le "Non" est de ne pas appeler à voter "Non" (!) l'ont bien compris : secrètement pour le oui (mais se l'avouent-ils ?), ils pressentent que dans ces circonstances les luttes pourraient devenir réellement dangereuses pour le système qui les nourrit.

Une étincelle pourrait suffire. Provoquons-la !

A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



C'est NON !

Non à un texte qui usurpe le titre de constitution, alors qu'il n'émane d'aucune assemblée constituante et qu'il ne consacre en rien la souveraineté populaire !

Non à un texte qui rejette le principe de laïcité des institutions, en instituant implicitement des relations privilégiées entre l'Union européenne et les Eglises chrétiennes, au premier rang desquels l'Eglise catholique-romaine !

Non à un texte qui n'institue aucune citoyenneté européenne distincte de la nationalité, de l'appartenance à un des Etats-nations membres de l'Union européenne !

Non à un texte qui accroît les pouvoirs de la Commission et du Conseil des ministres, qui ne donne au Parlement européen d'autre pouvoir que celui de cautionner les décisions des précédents sans les contrôler et qui accentue la dérive bureaucratique de l'ensemble des institutions européennes !

Non à un texte qui érige le néo-libéralisme au rang d'idéologie officielle, en exigeant que l'Union européenne se fonde sur « le respect du principe d'une économie de marché où la concurrence est libre et non faussée » !

Non à un texte qui non seulement ne se soucie pas de promouvoir une quelconque avancée des droits et avantages sociaux des salariés, mais encore entérine leur régression actuelle tout en préparant leur démantèlement futur !

Non à un texte qui prévoit de réduire les services publics à la peau de chagrin de « services d'intérêt général » rognés de toute part par un marché omniprésent et omnipotent.

Non à un texte qui réduit en définitive l'Europe à un marché unique, où circulent librement les marchandises et les capitaux mais non pas les hommes, lui-même conçu et construit comme un simple département du marché mondial, ouvert à tous les vents de la mondialisation néo-libérale !

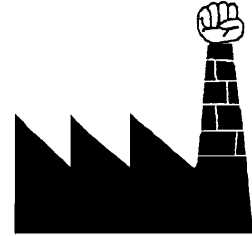
Non à un texte qui rend, de fait, quasiment impossible toute modification constitutionnelle ultérieure, de manière à emprisonner les peuples européens dans le carcan du libéralisme et du capitalisme !



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Une victoire à confirmer

En concédant un référendum en juillet dernier, Chirac pensait se refaire une santé et jouer un sale tour au PS. Si le second objectif a bien été atteint, la manœuvre a complètement foiré en ce qui concerne le premier. Si la dissolution de 1997 a pu nuire à Chirac et à sa caste, la réponse négative au référendum du 29 mai pourrait avoir des conséquences d'une autre ampleur en nuisant cette fois aux intérêts de la classe qu'il représente.

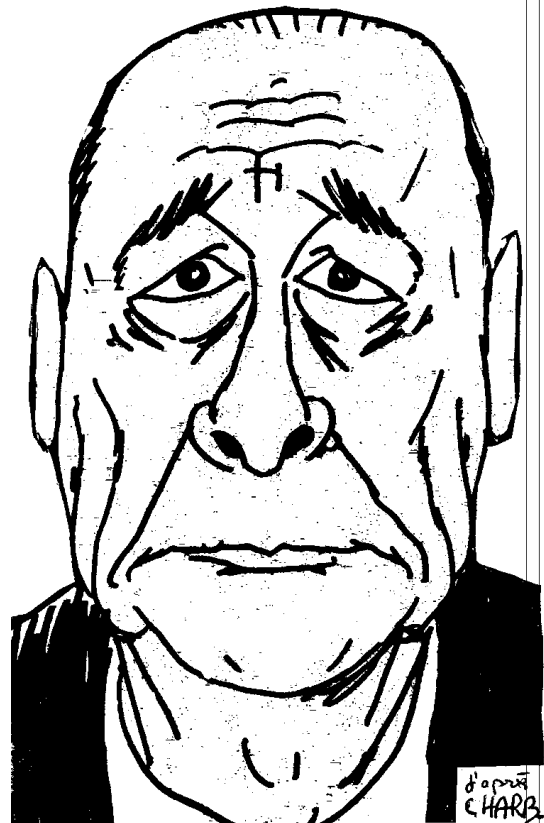
Rien que pour cela, par réflexe de classe, il fallait voter NON. Ce que la France d'en bas a fait massivement.

Ce réflexe de classe ne met pas seulement en piteux état la camisole juridique libérale qu'on voulait nous passer, il crée aussi de meilleures conditions pour l'émergence d'une réelle prise de conscience de classe et des luttes émancipatrices qui devraient l'accompagner. Et quelques signes montrent que la dynamique pourrait gagner d'autres peuples en Europe. Après des décennies de fausses victoires, de vrais échecs et de graves régressions, ça fait du bien !

Le déroulement de la campagne référendaire aura obligé le camp adverse à abandonner toute pudeur dans la mise à nu de ses complicités institutionnelles, médiatiques et politiques. Les forces qu'il est capable de déployer sont désormais clairement identifiables aux yeux de tous; de quoi affiner la tactique pour la suite. L'ampleur de ces forces ne nous a pas empêchés de gagner cette bataille; de quoi donner confiance pour aller plus loin.

Car il faudra aller plus loin. Y parviendrons-nous sans nous engager une nouvelle fois dans une impasse ? On peut être inquiet quand on entend à gauche quelques jérémiades sur le thème "on nous a volé notre vote !" Comme si les gestionnaires du capital pouvaient être démocrates ! Comme s'ils ne nous avaient volé que cela ! Parfois, la même musique à forte tonalité électorale se fait aussi entendre à l'extrême-gauche : "Chirac démission !" La bourgeoisie n'a pas besoin de vous, camarades, pour comprendre qu'elle a intérêt à se débarrasser de ce débris politique pour nous amener ensuite à devoir choisir au deuxième tour de la Présidentielle entre Pompidou (Villepin) et Poher (Sarkozy); il ne nous resterait plus alors qu'à nous consoler avec les progrès de Fabius qui aura fait mieux que Defferre (vu que Buffet n'atteindra jamais le score de Duclos).

Le scénario électoral est redoutable : rien de tel pour capter et dévoyer l'énergie populaire. Pour que le NON ne nous soit pas volé, pour lui donner un sens politique clair, on ne peut compter que sur les luttes. Moins elles tarderont, plus elles seront efficaces à transformer notre victoire symbolique en acquis consistants.

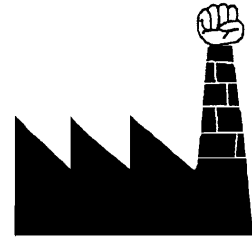


Abracadabrantisque !

A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Il n'est point de Bové suprême !

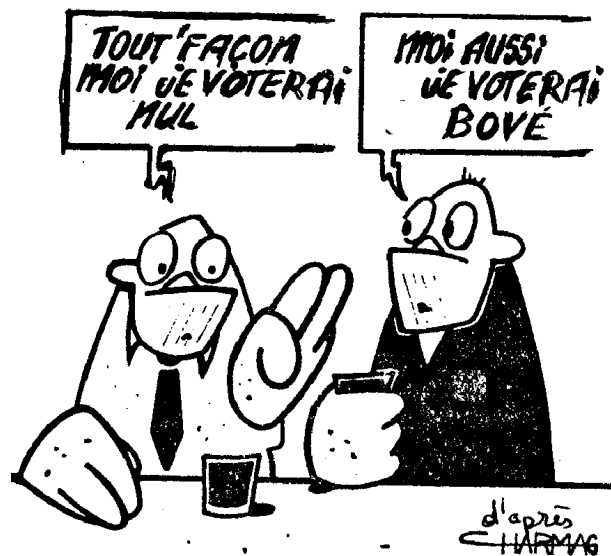
Le résultat du référendum français sur le traité « constitutionnel » européen, renforcé par son homologue néerlandais, n'a pas fini de produire ses effets politiques, sur le plan national comme au niveau communautaire. Tandis que les uns ont été renvoyés à leur anonymat antérieur (qui se souvient encore de Raffarin ?) ; tandis que les autres tentent, tant bien que mal de panser leurs blessures (n'est-ce pas, Hollande et Wehring ?) ; d'autres pensent déjà aux perspectives, nouvelles ou confirmées, que leur ouvre ce résultat.

Sur la scène politique, à moins de deux ans des élections présidentielles, les appétits s'aiguisent et, avec eux, les couteaux pour les satisfaire. A droite, en redevenant le premier flic de France, Sarkozy a déjà annoncé la couleur : il entend jouer les Monsieur Propre, prêt à nettoyer la France entière au Karcher si telle est la condition pour accéder à l'Élysée. Et gare à qui se mettra sur son chemin. A la place du tendre Bayrou et du précieux de Villepin, on se méfierait : un sale coup est si vite parti...

A gauche, c'est déjà le trop plein. Fabius, évidemment, mais aussi Emmanuelli et pourquoi pas Mélenchon, entendent bien rafler la mise du formidable coup de poker menteur qu'ils viennent de réaliser. Mais, pour parvenir à leurs fins, il leur faudra non seulement reconquérir le PS, mais encore faire oublier toute leur responsabilité – et elle est grande – dans la mise en œuvre, depuis plus de vingt ans, au niveau national comme au niveau communautaire, des politiques néo-libérales dont ils feignent aujourd'hui de découvrir les ravages sociaux.

Mais ce ne sont pas les seuls qui rêvent de capitaliser les « non de gauche » pour s'en faire un matelas de suffrages aux présidentielles de 2007. Déjà des voix se font entendre, à la gauche de la gauche gouvernementale, pour s'opposer à l'OPA des précédents et mettre en selle un candidat qui soit « authentiquement » antilibéral et altermondialiste. Plus précisément même, le nom de José Bové se met à circuler ; et, interrogé sur ses intentions à cet égard, contrairement à ses habitudes, ce dernier a laissé entendre qu'il pourrait envisager de céder à la sollicitation pressante des ses amis.

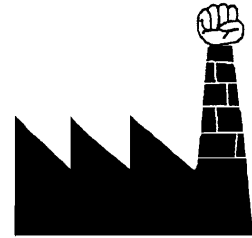
Mettre l'ensemble des voix de gauche qui se sont portées sur le non et, plus encore, l'ensemble des citoyens qui, à travers les comités pour « un non de gauche », ont mené campagne, à la remorque d'une candidature José Bové aux prochaines présidentielles serait proprement enterrer le faible espoir né de cette mobilisation citoyenne. Non pas parce qu'il s'agit de José Bové, qui n'est ni pire ni meilleur que d'autres histrions politiques qui pourraient le remplacer. Mais parce que l'acquis de cette mobilisation citoyenne est d'avoir permis, pour la première fois depuis longtemps, à une partie significative du salariat de s'interroger à nouveau, collectivement et d'une manière autonome, sur le type de société qu'elle veut et surtout ne veut pas. Subordonner les comités pour « un non de gauche » à une échéance et une candidature électorales serait perdre tout l'acquis, encore bien fragile, de cette mobilisation. C'est donc à renforcer l'autonomie de ces comités et à y approfondir la discussion et la réflexion collective qu'il faut impérativement travailler, loin des enjeux factices des campagnes électorales à venir.



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Lutte de classe refoulée

Les mauvais coups de l'été tombent, sans répit. La droite frappe fort, mais peut-on s'en étonner ? Dans le fond, elle ne fait que gérer au mieux et au moment qu'elle juge le plus propice, les intérêts de la classe qu'elle représente.

La gauche et l'extrême gauche gémissent : "Ce n'est pas démocratique, on nous vole notre vote !" Mais peut-on espérer, par un vote, convaincre les possédants de partager les richesses qu'ils s'accaparent ?

Si cette exigence de partage faisait, en effet, partie du message du 29 mai, ce serait s'illusionner que de croire qu'au nom de l'application vertueuse d'un principe démocratique la bourgeoisie allait l'entendre et le mettre en œuvre. Ce serait occulter l'essentiel. Et, précisément, beaucoup de ceux qui prétendent s'exprimer au nom des opprimés occultent l'essentiel. Ou, pour être plus précis, ils le refoulent pour l'oublier. La forme des non-dits, des paroles et des actes (manqués) qui s'ensuivent dépend alors de la position occupée dans les institutions et/ou sur l'échelle de la contestation. Mais presque jamais n'apparaît l'affirmation claire et nette, qu'on ne pourra pas faire l'économie d'un affrontement majeur avec la bourgeoisie, qu'il n'y a que le rapport de force alors créé qui pourrait la faire céder, que "l'autre monde" n'est possible qu'en passant d'abord par là.

Cette brusque et nécessaire montée du niveau de la lutte de classe ne figure évidemment pas au programme des socialistes et assimilables (ne parlons pas des socio-libéraux !...) : tout en constatant que le 29 mai n'a pas produit d'effets positifs pour ceux d'en bas, ils proposent d'aller plus loin en restant sur le boulevard électoral, comme si l'Histoire n'enseignait pas qu'il conduit à une impasse; mais, comme ils l'ont toujours fait, ils écartent cette leçon pour laisser le champ libre à leur fascination pour le pouvoir (qui explique aussi, soit dit en passant, le contenu toujours consternant de leurs querelles et débats).



Le sous-commandant Fabius

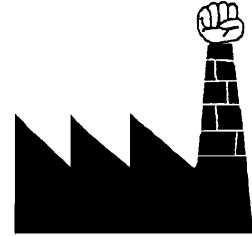
Plus à gauche, du côté du PC et de quelques groupes d'extrême gauche, on ne propose pas fondamentalement autre chose. Mais comme on (s')avoue plus difficilement qu'on brûle d'envie de s'offrir un ou plusieurs tours sur la piste du cirque électoral - qui permet au moins d'approcher le pouvoir ou son image - et qu'on veut aussi montrer qu'on est plus "radical", on dit les choses en des termes différents. Cela donne : "Chirac démission !". A la prochaine fête de l'Huma, début septembre, la formule pourrait fuser de tous les porte-voix et haut-parleurs, reléguant de fait les luttes sur un plan secondaire.

Du côté des syndicalistes, on ne dit que peu de chose. Des journées d'action ont été organisées après le 29 mai et le seront après la rentrée, évidemment sans suite et sans perspectives, sinon celles de renforcer les appareils et leur place dans les institutions. Et dès que vous vous permettez de critiquer cette stratégie d'accompagnement des régressions on vous rétorque immédiatement : "La grève générale ne se décrète pas". On le sait. Il n'empêche que quelque chose de cette ampleur est nécessaire et qu'il faut le dire, sauf à laisser croire que "l'autre monde" est accessible par une gentille concertation ou une meilleure régulation du système dont on oublie souvent de mentionner - encore un non-dit - qu'il est capitaliste, probablement pour n'avoir pas à envisager une rupture présentée comme dangereuse par l'ordre dominant et ceux qui le soutiennent.

A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Alerte rouge

L'année 2005 s'inscrit sans doute dans la déjà longue liste de celles qui confirment la tendance au réchauffement climatique. Cyclones, sécheresses, fonte des glaciers, sont autant d'indices de la gravité de la situation.

Ce qui frappe cependant plus encore que la multiplication de ces indices de l'effet de serre, qui sautent pourtant littéralement aux yeux, c'est une forme d'aveuglement politique à leur égard. Ni les pouvoirs publics, ni les responsables à tout niveau, ni le gros de la population ne prend encore ni ne veut prendre la mesure des processus en cours et des transformations qu'ils devraient impliquer.

On pourrait multiplier les exemples montrant que décideurs et idéologues restent fondamentalement soumis et résignés. Le gouvernement privatise les sociétés autoroutières quand les profits qu'elles génèrent pourraient servir au financement d'infrastructures de substitutions. On entend des économistes se réjouir de la hausse du pétrole parce que... cela permettra de mettre en exploitation de nouveaux gisements rendus rentables. Quelques journalistes (du Monde Diplo) semblent vouloir résister et soulignent avec force "L'urgence écologique" pour demander "l'arrêt de la course à l'autodestruction de la Terre". Mais c'est pour mieux vendre l'agenda 2006 du mensuel qui est consacré à ce thème ! Dans certains journaux locaux (DNA) le ton est encore plus alarmiste et l'embrouille plus énorme : la catastrophe écologique annoncée se confond avec celle des retraites qu'on ne pourra plus payer !!!

Et quand on voit les prédictions mystico-apocalyptiques et essentiellement culpabilisantes de la plupart des groupes écologiques qui s'interdisent de désigner les vraies causes et les vrais coupables de la situation; ou quand on voit les tergiversations électoralo-libérales des Verts, on se dit que, décidément, l'écologie est un sujet trop sérieux pour être laissée aux seuls écologistes.

Concédonsons que l'aveuglement est compréhensible de la part de tous ceux dont l'horizon s'arrête au capitalisme, tenu par eux pour indépassable; voire seulement à l'horizon de telle fraction du capital (le capital agricole et agroalimentaire, le capital pétrolier, le capital des industries de transport, etc.). Mais que penser de ceux qui prétendent situer leur horizon au-delà du capitalisme et qui, pourtant, ne placent pas les problèmes écologiques au rang de priorités politiques et théoriques ?

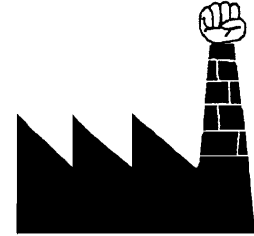
Il est plus que temps pour tous ceux qui veulent réellement dépasser le capitalisme de comprendre que la crise écologique dans laquelle nous a engagé ce dernier - et que sa dynamique insensée de reproduction ne peut qu'aggraver - n'est pas un problème politique secondaire, qu'elle constitue au contraire à la fois une urgence vitale et un levier de transformation; et que, faute de s'en saisir, le mouvement révolutionnaire non seulement se situera en deçà de ses tâches mais se rendra, involontairement, complice de ce qui risque bien d'aboutir à une régression historique de grande ampleur des conditions générales de vie de l'humanité dans son ensemble.



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Ils se foutent de notre gueule !

Qui ça ? Les patrons ? Sûrement ! Le gouvernement ? Bien sûr aussi. Mais ceux que nous visons aujourd'hui, ce sont « nos » dirigeants syndicaux.

Le 4 octobre dernier, ils ont une nouvelle fois organisé une « *journée d'action et de mobilisation* » contre la politique gouvernementale. Relativement bien suivie par les salariés, à en juger par le nombre de grévistes et de manifestants. Et qui, comme les précédentes, n'a abouti à rien. Si ce n'est à démontrer, une fois de plus, que la répétition de ce genre de journées ne peut, par son inefficacité, que conduire à la démobilisation progressive des salariés et, en définitive, à leur inaction. Du moins tant qu'on leur proposera d'agir et de se mobiliser dans de pareilles formes.

Au demeurant, on peut se demander si ce n'est pas là le but non avoué, parce qu'évidemment inavouable de cette forme d'action. Epuiser les travailleurs en de vaines « journées de mobilisation » pour émousser leur combativité. C'est là très exactement la tactique qu'ont utilisée les organisations syndicales, CGT en tête, au printemps 2003 pour dévoyer la mobilisation populaire contre le projet de réforme des retraites. Avec le « succès » que l'on sait.

Si les dirigeants syndicaux organisent ainsi la démobilisation des travailleurs, c'est qu'ils craignent par-dessus tout les effets potentiels d'une telle mobilisation qui risquerait de les déborder et de les emporter. Or, en bons gestionnaires du rapport salarial qu'ils sont, ils se doivent de tenir leurs troupes pour asseoir leur crédibilité auprès des autres « *partenaires sociaux* » que sont le patronat et leur gouvernement. Pas question par conséquent de laisser trop de mou dans la bride sur le cou des travailleurs.

Cependant, en agissant de la sorte, ils scient progressivement la branche sur laquelle ils sont assis. Car leur crédibilité suppose encore deux autres conditions. D'une part, de pouvoir mobiliser suffisamment les travailleurs pour pouvoir inquiéter leurs « *partenaires* » dans la parodie de lutte de classes qu'ils organisent. C'est d'ailleurs toute la difficulté de leur jeu tactique dans cette pièce : en faire assez (pour inquiéter le patronat et le gouvernement et les contraindre à négocier) mais ne pas en faire trop (sinon la base risque de se lancer dans « *l'aventure* », laquelle, qui sait, risque de mener jusqu'à la révolution). Tandis que, d'autre part, cette même crédibilité suppose que les travailleurs se mobilisent dans les formes voulues par eux, et dans aucune autre. Au contraire, si ces derniers ne font plus confiance aux dirigeants des appareils, c'est le crédit de ces dirigeants auprès du patronat et du gouvernement qui s'étirole. Or nous avons vu que la stérilité grandissante des formes dans lesquelles ils cherchent à mobiliser comportent le risque de démobiliser petit à petit les ouvriers. Ou de les pousser tant à radicaliser leurs objectifs de lutte que d'autonomiser leurs formes de lutte.

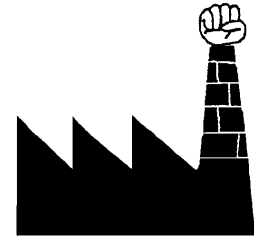
Alors, Thibault, Mailly, Chérèque, Ollive, Aschiéri et consorts, continuez à vous foutre de notre gueule ! Et dépêchez-vous d'en profiter ! Car il se pourrait bien que vous n'en profitiez plus très longtemps !



A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Violences

La flambée de violences, confinant par moments à l'émeute, qu'a connue un grand nombre de banlieues des grandes agglomérations urbaines au début du mois de novembre, n'aura surpris que ceux qui ignorent la réalité qui y règne. Conjuguant chômage et précarité, délabrement du bâti et désertification des équipements collectifs et de services publics, pauvreté et misère, désespérance et ressentiment, économie parallèle faite de trafics divers entre les mains de bandes à tendance mafieuse, ces banlieues concentrent tous les fruits amers de trente années de crise économique. L'ensemble de ces maux y affectent plus particulièrement une jeunesse prolétaire très tôt déscolarisée et qui n'a plus aucun espoir ni même aucun désir d'entrer un jour dans le régime du salariat stable. Et la partie de cette dernière qui est issue de l'immigration d'origine maghrébine ou africaine, récente ou plus ancienne, y subit de surcroît discrimination ethnique et raciale, tracasseries et vexations de la police.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce qu'un incident un peu plus grave que ceux qui ponctuent la vie quotidienne de ces lieux ne vienne mettre le feu aux poudres. La révolte qui éclate alors porte elle-même les marques de la misère psychologique et idéologique de ceux qui se soulèvent. Aveugle et irréfléchie, elle s'en prend aux quelques biens privés (les automobiles) ou publics (ce qui peut rester d'équipements collectifs) de ces quartiers, faisant de leurs habitants, donc des voisins, ses principales victimes.

Des pauvres s'en prenant à d'autres pauvres, c'est pain bénit pour les riches, c'est-à-dire tous ceux dont la richesse et le pouvoir reposent précisément sur l'appauvrissement et l'impuissance des précédents. D'une part, parce qu'ils sont ainsi quittes de toute leur responsabilité. D'autre part, parce qu'ils trouvent là l'occasion de renforcer encore leur pouvoir en durcissant la répression de ces actes, en instituant un état d'exception qui tend à devenir la règle et qui servira demain à criminaliser d'autres formes de lutte, surtout en bénéficiant de l'appui d'une population apeurée par ses « *sauvageons* », dont la révolte devient synonyme de barbarie et qu'on a tôt fait de qualifier de « *racaille* », comme on l'a qualifiée jadis de « *canaille* ».

En fait de racaille, nous n'en connaissons qu'une, pour notre part. C'est celle qui peuple les conseils d'administration des grands groupes industriels et financiers, dont la soif de lucre et de puissance produit et entretient anonymement la misère d'une part grandissante de la population. C'est celle qui peuple les sommets des appareils d'Etat qui, avec un cynisme à peine voilé, organise les conditions générales de l'oppression des précédents. C'est celle enfin des « *chiens de garde* », journalistes, universitaires, intellectuels qui, par médias interposés, tentent de justifier le désordre ainsi établi, c'est-à-dire cette violence institutionnalisée qui, au quotidien, broie des millions d'existences. C'est à cette racaille-là que nous nous proposons, pour notre part, de demander un jour des comptes et même de régler son compte.

